

Marché N°

**Objet du marché : TRAVAUX DE..... MOBILISATIONS COMMUNAUTAIRES
DANS LA REGION DE**

FINANCEMENT :

Montant H.T.V.A. : _____ **Ariary**
TVA 20% : _____ **Ariary**
Montant TTC : _____ **Ariary**

Titulaire :

Adresse :
N° Statistique :
N.I.F. :

Date de signature du CPS par le titulaire :

Date de l'approbation du Marché :

Date de la notification du Marché :

Délai d'exécution : _____ (___mois)

Entre,

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES,
agissant au nom et pour compte de l'Etat Malagasy désigné ci-après par
«l'Administration» d'une part ;

Et

désignée ci après par le « TITULAIRE » d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Chapitre I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Objet du contrat et localisation des activités :

Le présent marché contrat concerne la réalisation d'un programme d'Information-Education-Communication (I.E.C) pour la mobilisation communautaire dans le cadre de travaux d'adduction d'eau potable.

Ce programme concerne la (les) localité(s) de :

Commune de : _____ Région : _____
District : _____ Province : _____

ARTICLE 1. OBJET ET FORME DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet la réalisation de _____ travaux de mobilisation communautaire dans la région de _____ indiquée dans l'annexe 1 du présent cahier de prescriptions spéciales (CPS) par le Titulaire pour le compte de l'Administration.

C'est un Marché à prix unitaires passé dans le cadre des dispositions du décret 98-559 du 06 août 1998, portant réglementation des marchés publics.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUANT LE MARCHE

Le titulaire s'engage à exécuter le présent Marché conformément aux dispositions des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité, documents auxquels il reconnaît un caractère contractuel.

1. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales désigné ci-après par le CPS
2. L'Annexe N°1 au CPS "Spécifications particulières des travaux et méthodologie du Titulaire dans son offre"
3. L'Annexe N°2 au CPS " Bordereau Détail Estimatif "
4. l'Annexe N° 3 au CPS " La liste de tous les moyens matériels et personnel que le Titulaire s'engage à affecter sur le chantier"
5. L'arrêté N° 1008 – FIN du 06 mars 1970 constituant cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics des travaux désigné ci-après par le "CCAG" et ses modificatifs publiés avant le quinzième jour précédant la date de signature du CPS par le Titulaire.

En cas de discordance entre les documents ci-dessus, c'est la pièce portant rang prioritaire qui fait loi des parties contractantes.

ARTICLE 3. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations qui doivent être assurées par le titulaire dans les conditions prévues par le présent CPS et selon les spécifications particulières données en annexe 1 au dit CPS concernent la réalisation de ____ travaux de mobilisation communautaire dans région de _____ dont la liste des localités est la suivante :

Fivondronana	Commune	Village

ARTICLE 4. AUTORITE CHARGEE DE CONTROLE

L'Autorité chargée du contrôle de l'exécution du Marché, sera désignée par une décision de l'Administration avant tout commencement des travaux.

CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 5. PROGRAMME DES TRAVAUX

Le Titulaire soumettra le programme d'exécution des travaux à l'agrément de l'Autorité Chargée du contrôle de l'exécution du Marché, dans un délai de Quatre (04) jours à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Le titulaire indiquera dans ce programme les matériels, outils et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer et précisera l'échelonnement correspondant, dans le temps pour chaque catégorie de tâches.

L'Autorité Chargée du contrôle disposera d'un délai de Quatre (04) jours pour faire connaître ses observations sur les dispositions proposées.

Le Titulaire dispose d'un délai de Quatre (04) jours à dater de la réponse de l'Autorité Chargée du contrôle pour formuler par écrit ses observations à l'égard des dispositions relatives aux moyens et procédés d'exécution que cette autorité pourrait prescrire. Passé ce délai, il est censé les avoir acceptés.

Il est spécifié que l'agrément donné par l'Administration aux moyens et procédés d'exécution envisagés par le titulaire comme le caractère tacite de l'acceptation par ce dernier des dispositions prescrites par l'Administration ne diminue en rien la responsabilité du titulaire quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de l'Administration et quant au respect des clauses du Marché.

ARTICLE 6. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET COORDINATION DES TRAVAUX

Le Titulaire ou son représentant dûment mandaté est tenu d'assister aux réunions de chantiers périodiques organisées par l'Autorité Chargée de Contrôle.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'ensemble des prestations sauf dispositions contraires prévues au Marché. Le Titulaire ne peut sans autorisation préalable et écrite de l'Administration sous-traiter une partie quelconque des prestations.

L'autorisation au Titulaire de sous-traiter ne le dégage pas de ses obligations contractuelles. Ainsi, le Titulaire demeure responsable de toute action, défaillances ou négligences, de ses sous-traitants dans les mêmes conditions que lorsqu'il s'agit d'actions, défaillances ou négligences, commises par lui-même.

ARTICLE 8. FORCE MAJEURE

Si le titulaire invoque le cas de force majeure pour conditions météorologiques exceptionnelles sa demande ne sera examinée que dans les cas suivants :

- a) **Vents** : si les vents enregistrés à la station météorologiques la plus proche dépassent cent vingt (120) km/h. La période d'application ne portant que sur les journées ou aurait été observé le vent dépassant cette vitesse au moins une fois dans la journée.
- b) **Pluies** : si dans une période de trente (30) jours consécutifs, le nombre de jours de pluie supérieure à quatorze (14) millimètres a dépassé dix (10) jours, la valeur moyenne correspondant à ces jours de pluie supérieure à quatorze (14) millimètres devant être supérieure à vingt (20) millimètres

Par dérogation au paragraphe premier de l'article 50 du CCAG, le Titulaire pourra seulement prétendre à l'augmentation du délai d'exécution, si un cas de force majeure lié à des conditions météorologiques est retenu. Il est précisé que le seul constat de ces conditions exceptionnelles ne saura être suffisant pour l'obtention d'un délai supplémentaire, le Titulaire devra de plus apporté la preuve que les conditions météorologiques précitées sont la cause directe du retard subi sur le chantier, sous réserve, par ailleurs, que les périodiques d'exécution des travaux soient conformes au planning approuvé par l'Autorité Chargée du contrôle.

ARTICLE 9. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est fixé à _____ jours (___jours) à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

ARTICLE 10. PENALITES DE RETARD

A défaut par le Titulaire d'avoir exécuté les prestations dans le délai fixé à l'article 13 ci-dessus, il sera appliqué par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable, une pénalité de UN DEUX MILLIEME (1/2.000ème) du montant du Marché.

Par dérogation de l'article 38 du C.C.A.G " travaux ", le montant des pénalités pour retard d'exécution de la totalité des travaux ne pourra être supérieur à VINGT POUR CENT (20%) du montant initial hors TVA du Marché, éventuellement modifié par avenant.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET DIVERSES

ARTICLE 11. MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du Marché est estimé à la somme globale de _____
(_____ Ariary, y compris la Taxe sur la Valeur Ajoutée de VINGT (20) pour CENT (%) d'un montant de _____
_____ (_____ Ariary) tel qu'il ressort du Bordereau Détail Estimatif.

ARTICLE 12. REVISION DE PRIX

Les prix convenus sont fermes et non susceptibles de révision.

ARTICLE 13. CAUTIONNEMENT

Le titulaire est tenu de fournir un cautionnement de bonne exécution, fixé à 5 % (cinq pour cent) du montant du marché.

Au cas où le Titulaire n'aurait pas constitué le cautionnement dans VINGT (20) jours après notification du Marché approuvé, il aura lieu d'appliquer les dispositions de l'article 58 du décret 98-559 du 06 août 1998.

La main levée de cautionnement n'interviendra qu'après la réception définitive et ceci conformément aux dispositions de l'article 59 du décret 98-559 du 06 août 1998.

ARTICLE 14. NANTISSEMENT

Est désigné comme comptable assignataire des paiements : le Payeur Général d'Antananarivo.

L'Agent chargé de fournir des renseignements énumérés au paragraphe 1 de l'article 100 du décret N° 98-559 du 06 août 1998 est l'Autorité définie à l'article 4 du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 15. DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le présent Marché est soumis aux formalités de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 145 du décret N° 98-559 du 06 août 1998 portant réglementation des marchés publics, mais est dispensé du droit de timbre.

ARTICLE 16. AVANCE

A la demande de l'Entrepreneur, une avance de démarrage peut être versée à l'Entrepreneur. Dans ce cas le décompte provisoire relatif à l'avance de démarrage portera le numéro zéro (0).

Elle devra être garantie à cent (100) pour cent par une caution bancaire. Cette avance est fixée à 20 pour cent (20%) du montant du marché.

Le paiement de l'avance, qui est subordonné à la fourniture d'une caution, doit intervenir dans les quinze jours à compter de la fin de la quinzaine où est intervenu le dernier des événements suivants:

Notification de l'ordre de service;

La réception de la caution d'avance.

Les remboursements se feront par retenue de 20 % sur chaque décompte payé entre 30 et 80 pour cent de l'avancement des travaux.

ARTICLE 17. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues au titulaire sera effectué après achèvement des prestations par application des prix unitaires dans le Bordereau de Détail Estimatif et aux quantités réellement exécutés prise en attachement contradictoires:

ARTICLE 18. LIEU ET MODE DE PAIEMENT

Les paiements des sommes dues au titulaire au titre du présent Marché, seront effectués à la Banque _____ N° _____
et dont l'intitulé est le suivant : _____

ARTICLE 19. DOMICILE

Le Bureau désigné pour l'application éventuelle des dispositions du paragraphe premier de l'article 10 du C.C.A.G est celui de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

(Lu et accepté en manuscrit)

Présenté le

LE TITULAIRE

Visa N°

Approuvé le
par

ANNEXE I AU CPS

**SPECIFICATIONS PARTICULIERES DES TRAVAUX ET
METHODOLOGIE DU TITULAIRE**

SPECIFICATIONS PARTICULIERES DES TRAVAUX

Les présentes spécifications particulières fixent les conditions d'exécution de _____travaux de mobilisation communautaire dans la région de _____

Les travaux sont financés par _____et qui sont payés entièrement en Franc Malgache.

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

Article 1. DISPOSITIONS GENERALES

L'intervention de l'adjudicataire pour les travaux de mobilisation communautaire dans la région de _____, sera basée sur l'approche participative. Les actions de la mobilisation communautaire porteront sur l'encadrement de bénéficiaires qui devront s'organiser pour leur participation aux travaux. et dans la gestion du système

Il est prévu de réaliser _____ travaux de mobilisation communautaire conformément aux spécifications particulières des travaux.

CHAPITRE III : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 2. Consistance des actions à réaliser

Les tâches que l'Adjudicataire devra exécuter sont les suivantes :

Réalisations des travaux qui consistent en :

- Prise de contact pour une présentation du projet auprès des autorités locales
- Explication sur les conditions et négociation avec la communauté (2 jours)
- La réalisation d'une étude du milieu concernant la situation initiale au projet (3 jours)
- La mise en place du comité de point d'eau pour la planification, réalisation et gestion des ouvrages (3 jours)
- L'accompagnement pour la signature du contrat
- La sensibilisation pour la réalisation des apports bénéficiaires
- La formation du comité de point d'eau sur ses attributions et sur la gestion (3 jours)
- Sensibilisation et formation des bénéficiaires sur l'utilisation et l'entretien des points d'eau (1 j)
- Instauration du principe de recouvrement des coûts et la tenue d'une caisse (2 j)

- L'accompagnement et le suivi pour l'élaboration, la mise en place et l'application d'un dina ou règlement intérieur qui régit le point d'eau pour préserver sa durabilité. (10 jours)
- Le compte rendu des activités (5 jours)

La participation communautaire sera surtout marquée par la fourniture des matériaux locaux (graviers, sable), la fourniture des mains-d'œuvre non spécialisées pour l'exécution des fouilles

L'Adjudicataire effectuera les travaux par son personnel, ses matériels et ses outils mais toujours selon une méthode participative

L'organisme chargé du contrôle de surveillance assurera le contrôle de la conformité aux termes du contrat les travaux réalisés par le titulaire, à ce titre il certifie l'exactitude des attachements pour le paiement de l'Adjudicataire

Article 3. Matériel d'exécution

L'Adjudicataire assurera les transports sur site des matériels et des équipes d'animateurs. Il disposera d'autant d'ensembles de matériels et d'outils qu'il y aura de maçons en activité et de tout l'équipement nécessaire à l'exécution du programme d'animation et des travaux à réaliser.

DESCRIPTIF DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL
--

I. CONTEXTE

D'après les termes de référence, il s'agit de ____travaux de mobilisation communautaire dans la commune derégion de_____.

L'intervention a pour objectifs :

- L'explication, l'information, la sensibilisation et l'animation des populations sur les thèmes :
 - Appropriation
 - Participation
 - Responsabilisation
 - Hygiène, Assainissement et Santé
 - La formation des comités et des bénéficiaires
 - La gestion efficace et durable des installations

II. COMPREHENSION DE LA MISSION

III. METHODOLOGIE

Organisation de travail:

Durée

PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX

ANNEXE 2 AU CPS

BORDEREAU DETAIL ESTIMATIF

Devis estimatif de travaux de mobilisation communautaire (valant bordereau de prix unitaires)	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Etude du milieu, Animation, sensibilisation,				
Socio organisateur	Hj	400 000	4	
Animateurs	Hj	250 000		
Suivis des localités en structuration, gestion et exploitation				
Socio organisateur	Hj	100 000		
Animateur	Hj	250 000		
Frais de formation				
Frais	j	300 000		
Transport	j	800 000		
Rapport	Hj	400 000		
TOTAL				
TVA 20 %				
TOTAL GENERAL				

CADRE DE BORDEREAU DE DETAIL ESTIMATIF

N°	Désignation	Unité	Qté	Prix Unit. (Ariary)	Montant total (Ariary)
01	Travaux de mobilisation communautaire <i>Prix unitaire</i> : _____ _____ Ariary.	U			
Total HTVA					
TVA 20%					
Montant TTC					

Arrêté le présent marché fixé à la somme globale de _____
de francs malagasy (_____ Ariary) y comprise la taxe sur la valeur ajoutée au taux de vingt pour cent
(20%) d'un montant de _____ francs malagasy
(_____ Ariary).

Lu et accepté (manuscrit)

ANNEXE 3 AU CPS

LISTE DES MOYENS PERSONNEL ET MATERIELS

LISTE DU PERSONNEL ET MATERIELS

1) PERSONNEL

N°	Nom et Prénoms	Diplôme ou niveau d'étude	Nombre d'années d'expériences en travaux similaires
1.			
2.			
3.			
4.			

Equipe sur terrain :

Responsable :

2) MATERIELS

N° d'ordre	Désignation	Année d'acquisition	Etat	Appartenance
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				
7.				

Lu et accepté (manuscrit)